



Les attentats de Paris ont provoqué une indignation, une tristesse et un désarroi profonds en France et au-delà de nos frontières.

Ces attentats, perpétrés sur des lieux de culture et de vie, frappent et concernent chacune et chacun d'entre nous, toutes les populations de toutes religions, origines ou nationalités et particulièrement la jeunesse.

C'est pourquoi le mouvement syndical, tout comme il s'était rassemblé après les attentats de janvier dernier, exprime ensemble son émotion mais assure aussi que rien ne saurait remettre en cause sa détermination à lutter contre toutes les atteintes à la démocratie, à la paix et aux libertés.

Nous saluons la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publics, qui montrent en chaque circonstance, leur engagement au service des populations.

Les agents des finances publiques sont touchés au même titre que l'ensemble des citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines.

Les organisations syndicales CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP, SNAFIP-UNSA avaient appelé l'ensemble des agents de la DRFIP Nord à se mettre en grève le jour du comité technique de réseau convoqué par la Direction Générale le 18 novembre pour exiger :

- Un moratoire sur les restructurations en cours et de véritables discussions sur le devenir des services ;
- Davantage de moyens humains et budgétaires ;
- Une véritable reconnaissance de nos qualifications ;
- De meilleures conditions de travail.

Cette journée a naturellement été reportée à une date ultérieure.

Pour nos syndicats, ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire pour assurer un service public efficace et de qualité, encore plus indispensable dans la période. Pour pouvoir répondre, en effet, aux besoins de la population, les services de l'Etat, y compris à la DGFIP, doivent disposer de moyens à la hauteur des enjeux.

Défendre le service public, ciment social de notre démocratie, lutter pour ses emplois, réinvestir et rétablir le lien social dans tous les territoires restent d'autant plus d'actualité dans ces jours sombres.

Pour ces raisons, nous refusons les suppressions d'emplois de 2016 et toute nouvelle suppression d'emplois dans les ministères.

Pour ces raisons, également, l'ensemble des élus en CTL, ne participera pas à ce comité technique local.